

## Sommaire

**Editorial** p1  
**VENINOV:** p2  
**Euro-Métropole:** p3  
**Expulsions:** p4  
Conseil général p1  
Girard sans complexe p 4  
L'exclusion tue ! p4

## Conseil général: le choix de l'austérité!

+16,47%, c'est la hausse décidée par la majorité de droite du département pour le foncier bâti. Pour un foyer qui paie 800€ ce sera 40€ de plus! C'est la triple peine: moins de pouvoir d'achat, moins de services publics, plus d'impôts. Les 3 élus PCF ont voté contre, seuls car le PS s'est abstenu, la corbeille de mariée de l'eurométropole coûte cher aux contribuables, aux citoyens!

## Ma commune j'y tiens !

Le gouvernement annonce une réforme des institutions, l'acte 3 de la décentralisation, véritable "big-bang" des institutions de la république.

La création de l'Eurométropole lyonnaise est inscrite dans ce projet de loi. L'égalité de traitement sur le territoire rhodanien est remise en cause avec la partition du département en deux.

L'eurométropole concentrant moyens et pouvoirs, met en place la supracommunauté menaçant l'existence des communes.

### Ma commune, j'y tiens !

Les citoyens concernés doivent être consultés. Les Rhodaniens doivent avoir le dernier mot.

C'est pourquoi je demande l'organisation d'un référendum local sur le projet d'eurométropole

A signer sur [pcf.venissieux.org](http://pcf.venissieux.org)



Après la droite et Sarkozy c'est au PS et Hollande d'appliquer une politique d'austérité qui fait mal à une grande partie de la population. Tournant le dos à ses annonces de combattre la finance et le monde de l'argent François Hollande ne cesse de donner des gages au patronat, à l'Union Européenne, aux marchés.

Il dit faire de la bataille de l'emploi sa première préoccupation, mais il laisse les patrons de Renault, PSA, Florange, Virgin, Bosch, Kem'one, et bien d'autres supprimer des emplois, fermer des sites, au nom de la crise, en fait de leurs profits.

On ne peut inverser durablement la courbe du chômage en pratiquant la même politique sociale et économique que la droite. Ce ne sont pas les contrats d'avenir, ni les contrats de générations, fortement subventionnés par l'Etat, qui vont remplacer les dizaines de milliers de destructions décidées par le patronat, au nom de la rentabilité.

Ce ne sont pas les déclarations régulières d'allégeance aux ordres de l'Union Européenne et de ses différentes commissions qui vont relancer la croissance, empêcher la récession dans laquelle la France s'enfonce.

Pour cela il faut une politique économique et industrielle, qui fasse la part belle à la relance par la consommation, l'investissement. Qui impose au patronat le maintien des emplois, quitte à se servir d'outils comme les nationalisations. Qui interdise toutes spéculations !

Au cœur de ces politiques d'austérité il y a l'Union Européenne, ses commissions, son parlement, qui impose ses règles, ses exigences, aux services du patronat, des banques et de la finance.

C'est pour répondre à ces mêmes exigences de l'UE que l'acte 3 de la décentralisation a été annoncé par le gouvernement. Acte 3 qui a été devancé dans notre département par Gérard Colomb et Michel Mercier avec l'annonce de la création d'une Euro métropole autour de Lyon.

**C'est pour débattre, échanger sur cette situation économique et politique, l'Euro métropole, les dangers de sa création, ce lien entre la défense de nos emplois et de nos communes, que les communistes de Vénissieux vous invitent à une soirée débat.**

## EURO-METROPOLE

UNE ATTAQUE CONTRE LES COMMUNES, LES HABITANTS, LES SERVICES PUBLICS ET LES SALAIRES

**MERCREDI 5 JUIN 2013 A 18h**

Salle Albert Rivat, Maison du Peuple de Vénissieux (Bd Laurent Gerin)

# VENINOV, face à un fonds de pension, puis au patronat, un redémarrage, c'est bien une victoire !

Un protocole de reprise de l'activité a enfin été signé par Windhager avec 20 embauches à temps partiels devant passer à temps complet avant d'autres créations de postes si l'activité le permet.

Mais trois délégués syndicaux sur 5 qui ont défendu plus de deux ans le site et contraint le repreneur autrichien à respecter en partie ses engagements, ont été exclus de ce redémarrage par ce patron qui voulait même exclure tous les délégués !! Montebourg avait parlé de la nécessité d'un accord "socialement satisfaisante". Visiblement, ça ne voulait pas dire "humainement équitable".

Certains continueront à dire que ceux qui ont lutté avaient tort, que la CGT aurait dû se faire plus conciliante, que c'est normal qu'un patron écarte ceux qui ont montré qu'ils étaient capables de s'organiser, que les communistes de la ville et leurs élus, maire et député en tête, en ont trop fait... En bref, ceux qui considéraient que c'était plié, que le site ne pouvait pas redémarrer, et qui ont regardé de loin les luttes des VENINOV continuent leurs commentaires quand le site redémarre !

Mais la vérité est claire car VENINOV est un exemple rare pour l'industrie

- un **fonds de pension US** a été obligé de lâcher sa proie
- un **site industriel** que le propriétaire avait décidé de fermer ne ferme finalement

pas et de nouvelles machines vont arriver sur le site

- **20 emplois** sur 87 sont recréés avec un engagement sur 2 ans

- l'état s'engage à ce que les salariés non repris « se voient proposer des offres d'emploi sérieuses et réalistes dans les meilleurs délais »

Certes, ce patron pourra se cacher demain derrière l'Euro, le coût du travail, le marché ou autre chose pour

salariés acceptent cette injustice qui met de côté 3 délégués, ils le font pour que le site redémarre, et sont donc contraints à "faire confiance" au préfet et à l'état qui ont de ce point de vue une réelle responsabilité de vérifier le respect de cet accord par Windhager...

C'est une leçon ancienne pour les travailleurs. Aucune victoire n'est complète et définitive, seul le changement



remettre en cause le site. Mais dans une période où se sont accumulés les fermetures complètes de Florange, PetroPlus, Aulnay, après les CONTI et tant d'autres, ce redémarrage est bien une victoire imprévue et qu'il faut défendre et valoriser.

Stéphane Navarro, délégué syndical CGT, résume bien la situation : « On n'a pas perdu, mais on aurait pu mieux gagner, on ne peut pas être satisfait à 100%, il va falloir que ça suive ». Car, si les

de société, la sortie du capitalisme est porteur d'une réelle victoire pour le travail. A l'heure où nous écrivons ces lignes, l'accord signé doit encore être validé par le tribunal.

Karl Marx disait... **"Parfois, les ouvriers triomphent ; mais c'est un triomphe éphémère. Le résultat véritable de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs."** Karl Marx, le Manifeste, 1848

A l'invitation des conseillers généraux PCF  
**Marie-Christine BURRICAND et Christian FALCONNET**  
**MERCREDI 5 JUIN 2013 A 18h**  
**EURO-METROPOLE**  
**Intercommunalité ou nouvelle Féodalité ?**

Avec **Guy FISCHER** sénateur, **Michèle PICARD** maire de Vénissieux

- **Pierre BELL-LLOCH** conseiller général PCF du Val de Marne

- **Danièle GOUSSOT** M'PEP pour le NON au référendum Alsacien

- **Eric HOURS** secrétaire régional CGT service public

et de nombreux élus, responsables politiques et syndicaux...

Michel Mercier et Gérard Collomb, respectivement Président du Conseil général et de la Courly, ont décidé ensemble et sans consultation des élus et des populations la création de l'euro-métropole lyonnaise. Cette connivence entre l'ancien ministre de Nicolas Sarkozy et le maire et sénateur socialiste est pour le moins dérangeante.

Le département du Rhône serait donc coupé en deux: d'un côté le rural dans un département croupion, de l'autre l'urbain dans une "Métropole d'intérêt européen", qui absorberait toutes les compétences du département, bon nombre de celles des communes voire même des compétences de la région (économie, lycées..).

L'euro-métropole lyonnaise constitue un projet phare de l'Acte 3 de la décentralisation, un big bang institutionnel. Une quinzaine de Métropoles, dont trois eurométropoles, concentreraient des pouvoirs importants retirés aux communes, départements et régions, alors même que l'Etat continue de se débarrasser de ses responsabilités. Après les routes, la formation, c'est le tour de la réussite scolaire, l'énergie... L'état "social" externalise !

La fonction assignée à ces métropoles est d'être « compétitive » dans la "concurrence" à l'échelle européenne et mondiale.

Alors que le gouvernement annonce une baisse de 4,5 milliards des dotations aux collectivités locales d'ici 2015, ce projet de loi organise l'austérité au plan local et répond aux exigences de compétitivité capitaliste.

En affaiblissant les communes jusqu'à envisager à terme leur disparition dans les métropoles, ce projet attaque le socle historique de la citoyenneté et éloigne les élus des habitants.

Derrière cette réorganisation territoriale, c'est le socle

républicain qui est remis en cause car il s'agit de s'aligner sur le modèle de l'Union Européenne pour satisfaire aux contraintes imposées aux collectivités territoriales tout en centralisant les lieux de décision et de pouvoir et en les éloignant des populations.

Dans le cadre de l'Union européenne, nous faisons l'expérience depuis plusieurs années de la mise en concurrence libre et non faussée des entreprises avec son cortège de licenciements et de déserts industriels. Allons-nous connaître maintenant la mise en concurrence des territoires avec l'euro-métropole ?

**Les citoyens doivent avoir le dernier mot !**



# 1 toit, 1 Emploi, c'est un droit !



## Vénissieux rassemblée pour lutter contre l'injustice sociale.

Depuis plusieurs années les Vénissiens se rassemblent pour arrêter ces pratiques d'un autre temps celles des expulsions locatives et des coupures d'énergie.

Comment peut-on admettre que la solution est de rajouter de la misère à la pauvreté en expulsant.

Le droit au logement est depuis 1946 un droit inscrit dans la Constitution. Mais aucun gouvernement ne prend les dispositions pour le mettre en œuvre.

Toutes les lois, de la loi Besson au DALO inventent des véritables usines à gaz mais n'évitent pas les procédures d'expulsion.

Expulsions qui jettent à la rue des hommes, des femmes et des enfants, et peuvent se terminer par des drames comme ce 24 avril où une personne âgée s'est suicidée. Pourquoi? Parce que le logement est devenu depuis les années 80 un marché. Il est devenu un produit spéculatif comme l'or, le blé....

Les promoteurs privés comme

les grands groupes capitalistes, Bouygues et consorts veulent faire de l'argent en un minimum de temps. Le prix de la construction atteint un niveau qui engendre des loyers très élevés. La part des revenus consacrée au loyer des salariés, des retraités, des chômeurs devient de plus en plus importante, parfois elle approche les 50%.

Et pour ne pas contrarier les promoteurs, les rentiers et pour réduire les dépenses publiques, la politique pour impulser la construction du logement social avec un loyer abordable est limitée.

Pour ces raisons sans changement de politique les expulsions continueront.

Il faut changer d'orientation économique et politique. Le logement doit être une priorité nationale.

### Vénissieux exige:

- un moratoire des expulsions,
- la création d'un service public du logement qui le protège de la spéculation,
- des loyers et des charges abordables,
- la construction de logement sociaux dans toutes les communes.

Parti Communiste Français  
Section de Vénissieux  
48, rue Eugène Maréchal  
69200 Vénissieux  
Tel: 0472504434  
pcf@venissieux.org  
<http://pcf.venissieux.org>

## A quoi peut nous servir un parti communiste Français ?

Face au capitalisme, les travailleurs doivent se faire entendre par eux-mêmes, avec leur organisation, indépendante des médias, des institutions. Ils doivent s'unir, et unir autour d'eux toutes les couches sociales pour résister et construire une autre société. Si les luttes sont si difficiles aujourd'hui, c'est, comme le dit le MEDEF, "qu'on ne fait pas la même politique avec un PCF à 20%". Certains pensent que le PCF va disparaître comme en Italie, devenir un parti de gauche comme en Allemagne. Ce sont les travailleurs qui ont la réponse. **Adhérez pour reconstruire un grand PCF !**

## La droite sans complexe !

Le représentant de l'UMP au conseil municipal, c'est la droite sans complexe ! Il affirme que le PS ne va pas assez loin, ni assez vite vers l'austérité, tout en se présentant comme le défenseur des syndicalistes et locataires... bien sur, quand ça lui permet de dénoncer le maire ou le "collectivisme". Mais pour les revendications à défendre, les problèmes à résoudre, salariés et locataires savent faire la différence, Mr Girard peut continuer à flirter avec le FN et faire le beau au conseil... Nous savons que la solution n'est pas à droite !

## Quand l'exclusion tue!

Deux femmes et un enfant sont morts dans l'incendie de l'usine désaffectée de Lyon où 200 roms avaient trouvé refuge. Un squatt dénoncé dangereux par les associations humanitaires, où l'eau et l'électricité avaient été coupés juste avant le drame. Ces morts étaient évitables, elles sont le prix de la "patate chaude" pratiquée par le préfet et l'état. Plus que jamais, des solutions dignes et humaines doivent être mises place pour en finir avec ces bidonvilles meurtriers et indécentes !